

Le prix de l'eau



AGENCE DE L'EAU
SEINE-NORMANDIE

51, rue Salvador Allende - 92027 Nanterre Cedex
tél 01 41 20 16 00 - fax 01 41 20 16 09

Bien que la France dispose de ressources en eau relativement abondantes, amener partout de l'eau potable au robinet est une opération complexe et onéreuse.

La potabilisation fait aussi appel à des techniques de plus en plus élaborées.

Le consommateur français paie dans sa facture d'eau un ensemble de services dont le traitement et la distribution de l'eau potable, la dépollution des eaux usées et la protection de l'environnement.

Une ressource gratuite un service payant

→ **La ressource en eau elle-même est gratuite, car, patrimoine commun de la nation, elle n'appartient à personne. Mais, disposer d'une eau courante et potable partout et à tout moment relève d'un service qui a un coût.**

Pour que l'eau soit livrée au consommateur, il faut d'abord la rechercher, la capter, puis la purifier, la stocker et l'acheminer. Une fois utilisées, les eaux usées doivent être collectées dans les égouts qui les amènent aux stations d'épuration pour y être dépolluées. Le prix reflète les coûts liés à ces diverses opérations qui concernent à la fois la production d'un produit

dont la qualité est très surveillée, la distribution et, dans la plupart des cas, la dépollution des eaux usées pour la protection de l'environnement et des ressources en eau. Lorsqu'un abonné s'acquitte de sa facture d'eau, il paie ainsi les nombreux services nécessaires à la mise à disposition d'une eau potable puis au traitement des eaux rejetées à l'égout avant restitution au milieu naturel.



Usine de production d'eau.



Une étape intermédiaire : le stockage de l'eau potable dans un château d'eau, par exemple.

Le coût de l'eau

→ **Pour bien cerner le coût de l'eau, différents éléments sont à prendre en compte.**

Pour obtenir une évaluation précise de son coût, la connaissance des différentes composantes de la facture d'eau (service eau potable, assainissement, redevances et taxes) ne suffit pas ; il faut également prendre en compte d'autres éléments : caractéristiques de la ressource (abondance, qualité), montant des investissements, système de gestion, état des équipements...



L'eau potable, un produit, un service qui a un coût.



Qu'est-ce qui influence le prix de l'eau ?

→ En France, le prix de l'eau est très variable d'une commune à l'autre, parfois dans des proportions de 1 à 20.

Ces écarts s'expliquent par :

Les contraintes géographiques

Les coûts de production et de distribution de l'eau augmentent avec l'éloignement du lieu de captage et la dispersion de l'habitat par rapport aux lieux de production.

La qualité de la ressource

Le coût de l'eau varie en fonction de sa qualité et des traitements qu'elle doit subir avant son utilisation.

Le financement des travaux pour l'eau

Certaines données financières influent sur le tarif de l'eau. Le coût des emprunts pour la mise en place ou l'aménagement de l'usine d'eau potable, l'aménagement des réseaux de distribution d'eau, des réseaux d'égout et pour la réalisation des stations d'épuration, pèse sur le prix de l'eau.

Cependant, les aides du département, de l'Agence de l'eau, du FND AE (Fonds National d'Adduction d'Eau) et de l'Etat, allègent les charges de la commune et donc de l'abonné.

Le mode de gestion de l'eau

Chaque commune est libre de choisir son mode d'organisation et son type de gestion. Le service d'eau et d'assainissement peut être géré en régie directe par la collectivité. Cette dernière peut aussi le concéder ou le donner en affermage (dans sa totalité ou en partie) à une société privée.

C'est le conseil municipal qui décide du mode de gestion du service de distribution d'eau et/ou de l'assainissement.

Pour les petites communes, l'**intercommunalité** semble constituer un facteur clé de dynamisme dans le domaine de l'eau, afin de partager les coûts élevés des installations (usine de production de l'eau potable, station d'épuration des eaux usées).

■ **La régie directe** : la collectivité (commune ou groupement de communes) finance les équipements et les fait fonctionner avec son personnel.

Le prix de l'eau est fixé chaque année en conseil municipal. La commune adresse la facture directement aux abonnés.

■ **La régie en gérance** : la collectivité finance les équipements et confie l'exploitation du service à un tiers qui travaille avec le concours du personnel municipal. Les usagers



La qualité de l'eau potable fait l'objet d'analyses permanentes.

paient leur facture d'eau soit au gérant qui en reverse la totalité à la collectivité, soit directement au receveur municipal. La collectivité rémunère le gérant en contrepartie de sa prestation.

■ **L'affermage** : la collectivité finance les équipements et, par contrat, en confie l'exploitation à une entreprise privée qui fonctionne avec son personnel. Dans ce cas, le contrat fixe un prix de l'eau que perçoit le fermier. Le fermier, outre cette rémunération pour le service qu'il rend, peut percevoir une surtaxe reversée à la collectivité, pour lui permettre de payer les annuités d'emprunt à sa charge.

■ **La concession** : la collectivité confie à une entreprise la totalité du service eau et/ou assainissement ; à charge pour cette entreprise de financer les investissements



L'eau souterraine : une ressource de qualité en l'absence de ressources de surface.

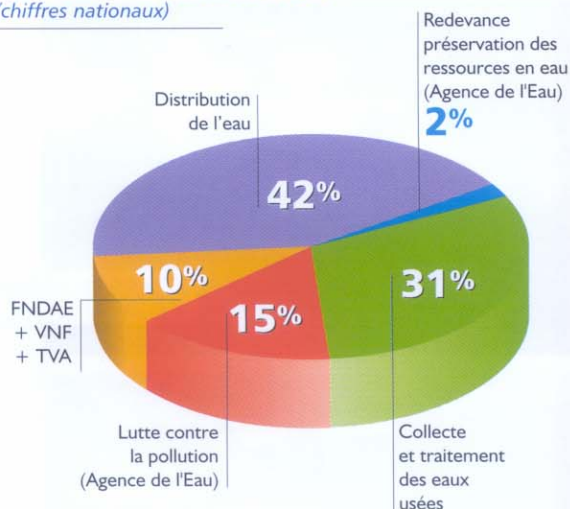


Des réseaux d'assainissement permettent de collecter les eaux usées et les acheminer vers la station d'épuration.

nécessaires et d'assurer leur exploitation pour un prix donné. L'entreprise perçoit alors directement pour son compte auprès de l'utilisateur, le produit de la facturation d'eau. Dans ce type de contrat, qui a en général une durée de 20 ans, le concessionnaire finance totalement l'exploitation ainsi que les installations qu'il remet gratuitement à la collectivité au terme du contrat.

La loi du 2 février 1995 demande aux communes ou groupements intercommunaux qui assurent la gestion du service de distribution de l'eau et de l'assainissement de publier un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Cette loi affiche le souci d'informer non seulement les décideurs locaux mais aussi les usagers. C'est la transparence du prix de l'eau.

Décomposition de la facture en 1997
(chiffres nationaux)



De quoi est composé le prix de l'eau ?

→ **Le prix de l'eau doit tenir compte non seulement des coûts du service de distribution et d'assainissement, mais aussi des diverses taxes et redevances perçues par l'Etat, les collectivités territoriales, l'Agence de l'eau et les organismes qui interviennent dans la gestion de l'eau.**

La facture fait apparaître de façon distincte le service de l'eau potable et celui de l'assainissement. Pour l'eau potable, la facturation comprend habituellement une prime fixe d'abonnement et une tarification proportionnelle au volume consommé. En France, la répartition du coût de l'eau s'établit selon le schéma suivant :

■ **L'abonnement ou "part fixe" :** la mise à disposition du service a un coût. Quelle que soit la consommation, il faut relever le compteur, entretenir les installations, facturer... Le montant de l'abonnement prend en compte une part de ces coûts. Il varie généralement suivant le diamètre du compteur ou du branchement.

■ **La consommation :** c'est la part variable du service de l'eau facturée selon la consommation relevée au compteur. Elle peut faire l'objet d'un tarif progressif ou dégressif.

■ **La collecte et le traitement des eaux usées :** ce poste couvre les frais du service d'assainissement. De manière similaire à l'eau potable, l'assainissement est facturé parfois avec un abonnement et peut comprendre une part pour une société spécialisée et une part reversée à la collectivité.

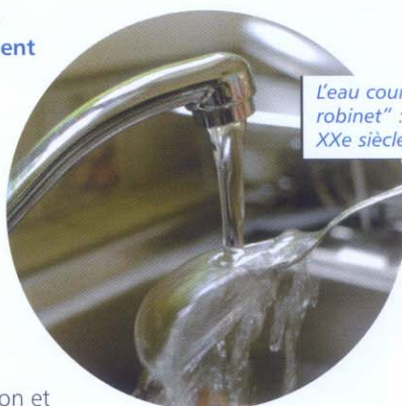
■ **La TVA** au taux de 5,5 % couvre la part des impôts de l'Etat.

■ La taxe versée au **Fonds National de Développement d'Adduction d'Eau (FND AE)** permet de subventionner les travaux d'alimentation en eau potable ou d'assainissement des communes rurales. C'est une contribution des villes à l'équipement des zones rurales.

■ **Les redevances de l'Agence de l'eau** (pollution et prélèvement) lui permettent d'accorder des aides financières pour :

- lutter contre la pollution de l'eau,
- améliorer l'alimentation en eau potable,
- mobiliser et protéger la ressource en eau,
- restaurer les milieux aquatiques.

Les programmes d'intervention sont arrêtés par un Comité de Bassin associant les multiples représentants des utilisateurs de l'eau.



L'eau courante "au robinet" : un confort du XXe siècle qui a un coût.

Le lavage des voiries est l'un des usages collectifs de l'eau dans une commune.



Pourquoi le prix de l'eau a-t-il augmenté ?



L'épuration : obligatoire d'ici 2005.

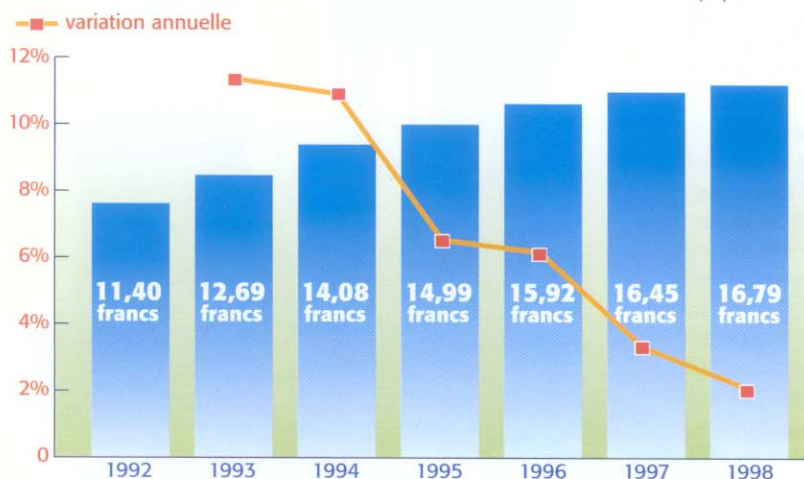
Les enquêtes réalisées par différents observatoires sur l'évolution du prix de l'eau entre 1991 et 1997, révèlent une hausse moyenne de 60 % de la facture d'eau. Toutefois cette évolution tend à se stabiliser depuis 1997. Cette hausse du prix peut s'analyser rétrospectivement par les éléments suivants :

■ **L'accroissement des efforts en matière de réseaux d'égout et d'épuration.** La réglementation oblige les communes à se doter de systèmes d'épuration des eaux usées et à mettre à niveau leurs équipements (principalement pour les grandes collectivités).

Ces efforts se traduisent, pour certaines communes encore partiellement équipées, par un accroissement du coût de l'assainissement-épuration qui se répercute inévitablement sur le prix de l'eau.

■ **La séparation du budget de l'eau (distribution d'eau potable et assainissement) du budget général de la commune.**

La loi impose aux maires des communes de plus de 3000 habitants de séparer le budget de l'eau du budget général de la commune et de l'équilibrer en dépenses et en recettes. C'est l'utilisateur, et lui seul, qui est appelé à financer les services de l'eau et non plus le contribuable. Chaque dépense supplémentaire, pour la distribution d'eau potable ou l'assainissement est directement répercutée sur la facture de l'abonné. Depuis 1991, la capacité d'intervention des Agences de l'eau a été doublée pour faire face aux investissements que rend nécessaire la réglementation.



Evolution du coût de l'eau potable au niveau national. (Source : DGCCRF)

A savoir...

LE PRIX DE L'EAU

Selon une enquête de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), il apparaît qu'en moyenne sur une facture d'eau :

- **42%** environ du prix de l'eau sont liés à la distribution d'eau potable ;
- **31%** environ concernent la collecte et le traitement des eaux usées ;
- **17%** correspondent aux redevances lutte contre la pollution et préservation des ressources en eau de l'Agence de l'eau.
- **10%** pour le Fonds National d'Adduction d'Eau (FNDAE), la TVA et VNF (Voies Navigables de France).

Les redevances sont versées aux Agences de l'eau, établissements publics de l'Etat dont la mission est la protection des ressources naturelles en eau et le financement d'équipements pour la protection de celles-ci.

La TVA s'applique aujourd'hui à tous les postes de la facture au taux réduit de 5,5 % qui est le taux appliqué aux produits alimentaires.

Si l'on ramène l'ensemble des coûts constituant le service de l'eau au m³ consommé, la fourchette se situe entre 10 F et 20 F le m³, soit 1 à 2 centimes le litre. La DGCCRF évalue pour sa part à environ 16 F le prix moyen du m³. En prenant ce prix moyen de 16 F le m³, chaque français dépenserait 2,40 F par jour pour obtenir une eau potable livrée à domicile 24 h/24 h et un traitement des eaux usées avant restitution au milieu naturel. Pour certaines collectivités, les conditions particulières (qualité ou accessibilité de la ressource en eau, politique d'investissement dans le domaine de l'assainissement, etc...) peuvent conduire à un prix de l'eau en dehors de cette fourchette.